

Il n'y a « absolument aucune » chance d'une solution à deux États parce qu'Israël l'a tuée



 9 commentaires

14 décembre 2023 à 21h04





Tzipi Hotovely, ambassadrice d'Israël au Royaume-Uni, lors d'une interview accordée à Bloomberg Television à Londres, au Royaume-Uni, mardi 1er octobre. 10, 2023. [Betty Laura Zapata/Bloomberg via Getty Images]



par **Nasim Ahmed**  **Nasimbythedocks**

« Pourquoi êtes-vous obsédé par une solution à deux États ? » a déclaré Tzipi Hotovely, l'ambassadrice d'Israël au Royaume-Uni lors d'une interview accordée à Sky cette semaine, s'en prenant au journaliste pour l'avoir insistée en faveur du consensus international visant à mettre fin à l'occupation illégale d'Israël qui dure depuis des décennies. "Pourquoi es-tu si obsédé par une formule qui n'a jamais fonctionné ?" » a grandi l'envoyé d'Israël, insistant sur le fait qu'il n'y a « absolument aucune » chance pour une solution à deux États.

Dans l'État d'apartheid, le ministre israélien des Communications, Shlomo Karhi, a fait écho au rejet par Hotovely d'un règlement pacifique en faveur de la position maximaliste adoptée depuis longtemps par les dirigeants sionistes. « Il n'y aura pas d'État palestinien ici », **Karhi a déclaré sur X.** « Nous ne permettrons jamais

qu'un autre État s'établisse entre le Jourdain et la mer. Nous ne reviendrons jamais à Oslo", a-t-il ajouté, **faisant référence à l'accord de 1993**. Les remarques de Hotovely ont suscité une réaction rapide de la part des deux principaux partis politiques du Royaume-Uni. « Le Parti travailliste est ferme dans son soutien de longue date à une solution à deux États », a déclaré David Lammy, le secrétaire fantôme aux Affaires étrangères. Il a souligné qu'« une Palestine viable et indépendante aux côtés d'un Israël sûr et sécurisé, où tous peuvent jouir de la sécurité, de la dignité et d'un État, est la seule base crédible pour une paix à long terme ».

Le Premier ministre britannique, Rishi Sunak, a également publiquement exprimé son désaccord avec l'ambassadeur israélien en déclarant à *Sky News* que c'était la position de longue date de le gouvernement britannique qu'il devrait y avoir un État palestinien indépendant établi à côté de celui existant d'Israël – donnant aux deux peuples leur propre territoire.

La série d'échanges ultérieurs met en lumière le rejet israélien et le désespoir des dirigeants mondiaux de sauver, aussi improbable soit-il, la seule solution qui, à leurs yeux, puisse sauver Israël de sa situation sans issue. L'énigme est présentée comme le choix d'Israël entre la démocratie et le territoire. La situation difficile survient parce que le maintien du contrôle sur les territoires palestiniens occupés compromet les valeurs démocratiques, créant une

dichotomie : démocratie ou territoire juif.
Cependant, quiconque est un tant soit peu

familier avec le rythme de l'annexion du territoire palestinien par Israël et le transfert de plus de 750 000 Israéliens dans des colonies réservées aux juifs sait que non seulement un État palestinien viable n'est plus une possibilité réaliste, mais que des décennies d'impunité ont signifié qu'Israël n'a jamais été contraint de faire un tel choix. La même impunité permet à Israël de prospérer économiquement et de ne pas subir les conséquences d'être un occupant pratiquant l'apartheid. Pour ajouter l'insulte à l'injure, la responsabilité de la non-mise en œuvre de la solution à deux États est imputée aux Palestiniens, malgré le rejet par Israël de la création d'un État palestinien viable et souverain.

Les Israéliens n'ont pas caché le fait que le contrôle et la domination de chaque centimètre carré de la Palestine historique ont la priorité sur des considérations comme la démocratie et des considérations encore moins importantes comme les droits des Palestiniens. Les remarques de Hotovely sur la solution à deux États sont les dernières d'une longue liste d'aveux explicites sur le projet de longue date d'Israël de ne jamais permettre la création d'un État palestinien viable. L'ambassadrice israélienne n'a pas caché sa volonté de bloquer la création d'un Etat palestinien viable.

Ministre israélien : il n'y aura pas de retour à Oslo, pas d'État palestinien

En 2021, Hotovely a exposé sa vision d'un

grand Israël dans un article intitulé "Le plan en cinq étapes pour le Grand Israël. " Elle y

reconnaît que la plupart des Israéliens ne veulent pas abandonner le contrôle des territoires occupés. Elle affirme que les dirigeants israéliens précédents ont évité l'annexion uniquement pour éviter de traiter de l'intégration des Palestiniens. Pour surmonter ce problème, l'ambassadeur israélien préconise de lancer une campagne visant à augmenter massivement l'immigration juive en Israël, en recherchant deux millions de nouveaux citoyens juifs d'ici une décennie.

L'objectif, tel que décrit par Hotovely, est de consolider de manière permanente le contrôle et la suprématie des Juifs sur l'ensemble de la Palestine historique par le biais d'annexions et de politiques de nationalité sélectives garantissant une majorité juive dominante. Aucun État palestinien indépendant ni autodétermination n'est envisagé nulle part dans le plan. Au lieu de cela, il expose sans ambiguïté une stratégie visant à supprimer unilatéralement toute possibilité d'autonomie palestinienne et à cimenter un État unique et inégal, parvenant ainsi à une vision élargie et plus démographiquement dominante d'un contrôle juif à long terme sur l'ensemble du territoire.

Bien que les opinions radicales de Hotovely représentent l'électorat le plus important et le plus puissant en Israël, les dirigeants occidentaux comme Sunak et Lammy non seulement ferment les yeux sur le rejet explicite d'un État palestinien, mais ils utilisent le mantra

des deux États comme test de « pureté politique » pour annuler Les Palestiniens et la police acceptent les discours sur Israël et la Palestine. La réponse à l'utilisation par les manifestants pro-palestiniens du slogan « du fleuve à la mer » en est une parfaite illustration. Tout en ignorant le génocide et le nettoyage ethnique perpétrés par Israël du fleuve à la mer, les représentants des deux principaux partis, aidés par les grands médias, ont présenté ce chant comme un appel au génocide des Juifs.

Ne nous faisons pas d'illusions sur les raisons pour lesquelles la solution à deux États est en ruine. Les faits sur le terrain créés par Israël et la nature discriminatoire de l'État d'occupation montrent clairement qu'un État palestinien indépendant existant pacifiquement à ses côtés n'est qu'un pur fantasme. Des décennies d'expansion incessante des colonies israéliennes dans les territoires occupés ont laissé les Palestiniens fragmentés et regroupés dans des cantons de plus en plus restreints, dépourvus de contiguïté territoriale ou de viabilité économique. Une fois tous les accaparements de terres pris en compte, il ne reste qu'environ 15 % de la Palestine historique pour ce qui serait un « État » palestinien irréalisable et non viable.

L'ONU elle-même a déclaré qu'un État palestinien devrait comprendre la Cisjordanie et la bande de Gaza – elle-même ne représentant que 22 % du territoire. Pourtant, tant de choses ont déjà été englouties que même selon les mesures les plus optimistes, moins de la moitié

des 22 pour cent sont encore disponibles sous le mirage de « deux États ».

Si Israël avait eu un quelconque intérêt dans une solution à deux États, il n'aurait pas continué sur une voie qui tue l'espoir avant même de naître. Les colonies illégales et le mur de séparation qui serpente au-delà de la Ligne verte ont poussé les Palestiniens dans des enclaves isolées, incapables de fonctionner en tant que nation. Pour aggraver les choses, l'implacable projet de colonisation sioniste s'est poursuivi sans relâche, malgré des décennies de résolutions inefficaces de l'ONU condamnant les violations du droit international.

Hotovely a raison sur un point : il n'y a « absolument aucune » chance de parvenir à une solution à deux États, car elle est l'architecte de sa destruction.

LIRE : L'ambassadeur d'Israël au Royaume-Uni dit « absolument non » à la solution à deux États et à la création d'un État palestinien

Les opinions exprimées dans cet article appartiennent à l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la politique éditoriale de Middle East Monitor.



Sauf indication contraire dans l'article ci-dessus, ce travail de **Middle East Monitor** est sous licence *Licence internationale Creative Commons Attribution - Pas d'utilisation commerciale - Partage dans les mêmes conditions 4.0*. Si la ou les images portent notre crédit, cette licence s'applique également à